

AU COURS DU DEBAT, PLUSIEURS DELEGATIONS ONT EVOQUE LE PROBLEME PREOCCUPANT DES TAUX DE CHANGE ET D'INTERET ET CELUI DE L'ENDETTEMENT DES PAYS TIERS, DEUX DOSSIERS QUI SERONT TRAITES AU COURS DE LA REUNION INFORMELLE DE SEPTEMBRE.

C) NOUVELLE TRANCHE NIC III
LE CONSEIL A MARQUE SON ACCORD SUR UNE SECONDE TRANCHE D'EMPRUNTS/PRETS POUR 1.400 MIO ECUS. LES PROJETS DEVRONT REPENDRE AUX MEMES PRIORITES QUE CELLES RETENUES POUR LA PREMIERE TRANCHE DE JUIN 1983.

2.2 FONDS SOCIAL

(-----)

MM. RICHARD ET GIOLITTI ONT FAIT ADOPTER UN RAPPORT AU CONSEIL DEGAGEANT LES BASES D'UN CLASSEMENT OBJECTIF DES ZONES PRIORITAIRES DE LA COMMUNAUTE A PARTIR DES DONNEES STATISTIQUES DISPONIBLES. UN TEL CLASSEMENT A ETE SOUHAITE PAR LE CONSEIL LORS DE L'ADOPTION DE LA REFORME DU FONDS SOCIAL. LA PROPOSITION DE LA COMMISSION VISE A COMBINER LES INDICATEURS DE CHOMAGE ET DE PRODUIT INTERIEUR BRUT AU NIVEAU SUB-REGIONAL, C'EST-A-DIRE AU NIVEAU LE PLUS BAS OU DES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES.

2.3 ENERGIE

(-----)

A) PROJETS DE DEMONSTRATION
APRES DE NOMBREUX MOIS DE BLOCAGE, LE COREPER EST PARVENU A UN ACCORD SUR LES PROJETS DE DEMONSTRATION, LE PROBLEME DE LA MARGE DE FLEXIBILITE ENTRE LES DEUX REGLEMENTS POUR LA COMMISSION AYANT ETE RESOLU.

B) VOLET SOCIAL 'CHARBON'
LE COREPER EST EGALEMENT PARVENU A UN ACCORD SUR CE POINT.

CES DEUX DOSSIERS DEVRAIENT ETRE ADOPTES ENSEMBLE SOUS POINT 'A' D'UN PROCHAIN CONSEIL.

3. ELARGISSEMENT

(-----)

3.1 PORTUGAL : SIDERURGIE

(-----)

LA COMMISSION A DEMANDE AUX AUTORITES PORTUGAISES DE LUI FOURNIR DES INDICATIONS SUR LES AIDES A LA SIDERURGIE, LES CAPACITES ET LES PREVISIONS DU MARCHE PORTUGAIS D'ICI 1986. DES CONTACTS AU NIVEAU TECHNIQUE AVEC LES AUTORITES PORTUGAISES SONT PREVUS AU DEBUT DU MOIS D'AOUT.

3.2 CECA

(-----)

LE COMITE CONSULTATIF CECA A CREE UNE COMMISSION SPECIALE POUR EXAMINER LES PROBLEMES CONCERNANT L'ACIER ET LE CHARBON DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL.

4. RELATIONS EXTERIEURES

(-----)

4.1 COOPERATION WITH EFTA COUNTRIES

(-----)

COREPER AGREED TO FORWARD TO THE COUNCIL THE SEVENTH ANNUAL REPORT ON COOPERATION WITH EFTA COUNTRIES. THIS REPORT CONCENTRATED ON TWO PARTICULARLY IMPORTANT EVENTS FOR EC-EFTA RELATIONS :

(- THE ABOLITION, EARLY 1984, OF THE LAST MAINTAINING TARIFF BARRIERS AND OTHERS AFFECTING EC-EFTA TRADE IN INDUSTRIAL PRODUCTS.

(- THE MINISTERIAL MEETING HELD IN LUXEMBOURG ON 9 APRIL 1984 BETWEEN THE COMMUNITY AND ITS MEMBER STATES AND THE EFTA STATES, WHICH RESULTED IN A JOINT DECLARATION TO CONSOLIDATE AND STRENGTHEN COOPERATION BETWEEN THEM WITH THE AIM OF CREATING A DYNAMIC EUROPEAN ECONOMIC AREA OF BENEFIT TO THEIR COUNTRIES.

THE REPORT ALSO STRESSED THE FACT THAT THE EC-EFTA FREE TRADE AGREEMENTS HAD CONTINUED TO OPERATE IN A HIGHLY SATISFACTORY WAY, AND IT SUMMARIZED THE DECISIONS TAKEN AND ACTION CARRIED OUT SINCE JUNE 1983.

4.2 CHINE

LE COREPER A APPROUVE A SON NIVEAU LES DIRECTIVES POUR L'OUVERTURE DE NEGOCIATIONS AVEC LA CHINE EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN ACCORD DE COOPERATION COMMERCIALE ET ECONOMIQUE DESTINE A REMPLACER L'ACTUEL ACCORD COMMERCIAL, PRATIQUEMENT SUR LES BASES QUI AVAIENT ETE PROPOSEES PAR LA COMMISSION (NOTRE TELE NR 172 DU 30 MAI 1984).

4.3 VISITE DU VICE-PRESIDENT ORTOLI AU JAPON (29.5-5.7)

LE VICE-PRESIDENT ORTOLI S'EST RENDU AU JAPON DU 29 JUIN AU 5 JUILLET. IL A EU NOTAMMENT DES ENTRETIENS AVEC MM. NAKASONE, PREMIER MINISTRE, ABE, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, TAKESHITA, MINISTRE DES FINANCES, DOMOTO, DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE DE PLANIFICATION ECONOMIQUE, MAEKAWA, GOUVERNEUR DE LA BANQUE DU JAPON, ET CERTAINS MEMBRES INFLUENTS DE LA DIETE JAPONAISE. IL A EGALEMENT RENCONTRE NOMBRE DE BANQUIERS ET FINANCIERS QUI ENTRETIENNENT DES RELATIONS D'AFFAIRES AVEC LA COMMUNAUTE AU TITRE DE SES OPERATIONS DE PRETS/EMPRUNTS.

M. ORTOLI A INFORME SES INTERLOCUTEURS DES RESULTATS DU CONSEIL EUROPEEN DE FONTAINEBLEAU ET DES PERSPECTIVES QUI S'OUVRENT EN CE QUI CONCERNE LE DEVELOPPEMENT ET LE RENFORCEMENT DE LA COMMUNAUTE. IL S'EST INFORME DE LA PORTEE DES MESURES RECENTES ARRETEES PAR LES AUTORITES JAPONAISES TOUCHANT A LA LIBERALISATION DES MARCHES FINANCIERS JAPONAIS ET A L'INTERNATIONALISATION DU YEN, AINSI QUE DES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE. LES QUESTIONS TOUCHANT A LA COOPERATION MONETAIRE ET FINANCIERE INTERNATIONALE ONT FAIT L'OBJET D'ECHANGES DE VUES APPROFONDIS.

4.4 USA ACIER

LA COMMISSION INFORMEE DE LA DECISION DE L'ITC CONCERNANT LES EXPORTATIONS DE PRODUITS SIDERURGSIQUES VERS LES ETATS-UNIS, A PUBLIE LA DECLARATION SUIVANTE :

(- LA COMMISSION DEPLORE QUE L'ITC N'AIT PAS TENU COMPTE DES ARGUMENTS AVANCES PAR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE, CE QUI MAINTIEN L'INSECURITE CREEE PAR L'OUVERTURE DE LA PLAINTIE INTRODUITE PAR BETHLEHEM STEEL AU MOIS DE JANVIER 1984. EN EFFET, LA COMMISSION REAFFIRME AVEC INSISTANCE QU'EN TOUS CAS LES IMPORTATIONS D'ACIER NE SONT PAS LA CAUSE DE LA SITUATION QUE CONNAIT LA SIDERURGIE AMERICAINE.

ELLE RAPPELLE QU'ELLE QUI CONCERNE LES EXPORTATIONS DE PRODUITS SIDERURGIEUX DE LA COMMUNAUTE VERS LES ETATS-UNIS, CELLES-CI ONT BAISSE DE 27 O/O AU COURS DE L'ANNEE 1983 PAR RAPPORT A 1982. LA COMMUNAUTE A RESPECTE PLEINEMENT LES ENGAGEMENTS PRIS PAR LA CONCLUSION DE L'ARRANGEMENT D'OCTOBRE 1982, UN FAIT QUI A D'AILLEURS ETE RECONNU PAR L'INDUSTRIE ET L'ADMINISTRATION AMERICAINES .

4.5 MEDITERRANEE SUD ET EST AIDES DIVERSES

A) EGYPT COOPERATION AGREEMENT
THE AD HOC COUNCIL GROUP GAVE A FAVOURABLE OPINION ON TWO PROJECTS TO BE FINANCED FROM THE 2ND FINANCIAL PROTOCOL.

(- A UNIVERSITY LINKS SCHEME BETWEEN THE UNIVERSITY OF SUEZ CANAL AND TWO EUROPEAN UNIVERSITIES TO PROMOTE SCIENTIFIC COOPERATION IN THE FIELDS OF MARINE SCIENCES AND ARTEMIA RESEARCH (3 M ECU).

(- A MAJOR FEASIBILITY STUDY FOR A 1200 MW THERMAL POWER STATION (2 M ECU).

THE GROUP ALSO DISCUSSED A PROPOSAL TO ALLOCATE 15 MECU OF SUPPLEMENTARY FINANCE FOR THE MAJOR HELWAN WASTEWATER PROJECT THAT COVERS CONSTRUCTION OF A SANITATION SYSTEM TO SERVE A POPULATION OF 500,000 BRINGING THE EEC'S CONTRIBUTION TO A TOTAL OF 46.5 M ECU, AND APPROVAL IS EXPECTED WITHIN A FEW DAYS.

B) ACCORD COOPERATION MAROC
LE GROUPE AD HOC DU CONSEIL A EMIS UN AVIS FAVORABLE SUR UNE 'OPERATION DE CREDIT EN FAVEUR DES PETITS AGRICULTEURS' POUR UN MONTANT DE 24 MECU (14 MECU SUBVENTION ET 10 MECU PRET SPECIAL).

LE PROJET VISE LA PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE AU REECHELONNEMENT DES DETTES CONTRACTEES PAR 180 000 PETITS AGRICULTEURS DANS LES REGIONS DU ROYAUME FRAPPEES, POUR LA QUATRIEME ANNEE CONSECUTIVE, PAR DES CONDITIONS CLIMATIQUES ADVERSES. LE REECHELONNEMENT DE LA DETTE A DES TAUX D'INTERET TRES FAVORABLES LEUR PERMETTRA D'ACCEDER A NOUVEAU AUX PRETS DE LA CAISSE DE CREDIT AGRICOLE DU MAROC ET DE RECONSTITUER AINSI LEUR POTENTIEL DE PRODUCTION.

LE GROUPE A EMIS AUSSI UN AVIS FAVORABLE SUR UN PRET GLOBAL BONIFIE DE LA BEI EN FAVEUR DU MEME ORGANISME DE CREDIT POUR UN MONTANT DE 20 MECU.

L'APPROBATION DES INTERVENTIONS CI-DESSUS PAR LES INSTANCES COMPETENTES PORTERA A 90 O/O LE TAUX D'ENGAGEMENT DES CREDITS DU DEUXIEME PROTOCOLE FINANCIER MAROC.

C) MAROC : AIDE D'URGENCE
SUITE A L'APPEL LANCE CONJOINTEMENT PAR LA LIGUE DES SOCIETES DE CROIX ROUGE ET LE CROISSANT ROUGE MAROCAIN EN FAVEUR DES VICTIMES DE LA SECHERESSE AU MAROC SOIT QUELQUE 7 MILLIONS D'HABITANTS DE 13 PROVINCES DU SUD ET DU SUD-EST CONSIDEREES COMME TOTALEMENT SINISTREES, LA COMMISSION A DECIDE UNE AIDE D'URGENCE DE 500.000 ECUS POUR L'ACHAT ET LA DISTRIBUTION DE SECOURS ACHETES LOCALEMENT (HUILE VEGETALE, POIS CHICHES, LENTILLES, ETC.).

4.6 BOLIVIE

(-----)

LE MINISTRE BOLIVIEN DES AFFAIRES ETRANGERES, M. GUSTAVO FERNANDEZ SAAVEDRA, A RENDU JEUDI VISITE A LA COMMISSION. IL A RENCONTRE M. PISANI A QUI IL A EXPOSE LA SITUATION POLITIQUE ET ECONOMIQUE DE LA BOLIVIE, NOTAMMENT LE PROGRAMME D'URGENCE MIS EN PLACE PAR LE GOUVERNEMENT POUR PALLIER A LA CRISE ECONOMIQUE GRAVE QUE CONNAIT LE PAYS.

LE POINT CENTRAL DE L'EXPOSE A ETE LE PROBLEME DE LA DETTE. LA BOLIVIE A EN EFFET DECIDE DE N'HONORER SES ENGAGEMENTS PUBLICS EXTERIEURS QU'A CONCURRENCE DE 25 O/O DE LA VALEUR DE SES EXPORTATIONS TANDIS QUE SES ENGAGEMENTS ACTUELS SE MONTENT A 75 O/O DE CELLES-CI.

M. PISANI A SOULIGNE QUE LA COMMISSION NE POUVAIT PAS JOUER UN ROLE FINANCIER MAIS QU'ELLE POUVAIT ESSAYER D'ACCELERER LES PROGRAMMES DE COOPERATION PREVUS QUI PORTENT ESSENTIELLEMENT SUR DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT RURAL ET DE PROMOTION COMMERCIALE.

4.7 CREDITS A L'EXPORTATION

(-----)

A) AUGMENTATION DES TAUX D'INTERETS MINIMAUX
PAR CONSENSUS, LES PAYS DE L'OCDE ONT AUGMENTE DE 1,2 O/O LES TAUX D'INTERETS MINIMAUX. CETTE AUGMENTATION S'APPLIQUE AUX PRETS D'UNE DUREE D'AU MOINS DEUX ANS ET ENTRE EN VIGUEUR A PARTIR DU 16 JUILLET. ELLE PORTE A 13,35 O/O LES TAUX POUR LES PAYS RELATIVEMENT RICHES DANS LE CAS DE CREDITS ENTRE 2 ET 5 ANS ET A 13,60 O/O POUR LES CREDITS DEPASSANT 5 ANS, A 11,55 ET 11,9 O/O POUR LES PAYS INTERMEDIAIRES ET A 10,7 O/O LE TAUX UNIQUE POUR LES PAYS LES PLUS PAUVRES.

L'AUGMENTATION EST LE RESULTAT DU SYSTEME D'AJUSTEMENT AUTOMATIQUE CONVENU EN OCTOBRE DERNIER.

B) REGIME POUR LES CENTRALES NUCLEAIRES
DANS LE CONSEIL ECO/FIN, LES DIX N'ONT PU SE METTRE D'ACCORD SUR LE NOUVEAU REGIME MAIS SONT CONVENUS DE PRENDRE UNE DECISION AU PLUS TARD LE 23 JUILLET.

4.8 REFUGIES EN AFRIQUE CIARA 2 (GENEVE 6 JUILLET)

(-----)

LA 2EME CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'ASSISTANCE AUX REFUGIES EN AFRIQUE (CIARA) S'EST TENUE A GENEVE DU 9 AU 11 JUILLET SOUS LA PRESIDENCE DE M. TINDEMANS, MINISTRE DES A.E. DE BELGIQUE. LA PARTICIPATION DES PAYS DIRECTEMENT INTERESSES OCCIDENTAUX COMME AFRICAINS, ETAIT DE TRES HAUT NIVEAU, GENERALEMENT MINISTERIEL.

CETTE DEUXIEME CONFERENCE A ADOPTE UNE DECLARATION ET UN PROGRAMME D'ACTION QUI -AU DELA DES BESOINS IMMEDIATS AUXQUELS S'ETAIT CONSACREE CIARA- S'ATTACHENT A DEGAGER DES SOLUTIONS A LONG TERME, MEME SI LES REPONSES DES DONNEURS ETAIENT DIVERSIFIEES A L'EGARD DES 123 PROJETS PRESENTES.

A L'ISSUE DE LA CONFERENCE, LE GROUPE AFRICAIN A EXPRIME SA SATISFACTION : UN TIERS DES PROJETS SONT DEJA RETENUS, DE NOMBREUX AUTRES SONT L'OBJET D'UN ENGAGEMENT MORAL ET UN PROCESSUS CONTINU EST MIS EN OEUVRE DONT ON ESPERE QU'IL POURRA ETRE ACHEVE DANS UN DELAI DE 3 A 5 ANS.



4.9 FAO : CONFERENCE MONDIALE DES PECHEES (ROME .6-6.7)

L'ASSEMBLEE PLENIERE A CONSACRE UN ACCORD PRESQUE TOTAL DES 147 PAYS REPRESENTES SUR LES PRINCIPES D'UNE STRATEGIE GLOBALE CONCERNANT L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET SUR CINQ GRANDS PROGRAMMES D'ACTION.

UN CONSENSUS MONDIAL SE DESSINE SUR LE ROLE FONDAMENTAL DU POISSON DANS LES PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA NECESSITE DE SA PRISE COMPTE DANS LES STRATEGIES ALIMENTAIRES DE NOMBREUX PAYS DU TIERS MONDE ACCES AUX RESSOURCES, ACTIONS CONTRE LE GASPILLAGE, COMMERCIALISATION, ETC.

LE BUDGET PREVU PAR LA FAO (15 MILLIARDS DE DOLLARS) A PARU INSUFFISANT A DE NOMBREUSES DELEGATIONS.

4.10 ONUDI IV

LE COREPER A APPROUVE A SON NIVEAU LA POSITION DE LA COMMUNAUTE POUR LA 4EME CONFERENCE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONUDI) QUI SE TIENDRA A VIENNE DU 2 AU 18 AOUT.

L'ONUDI IV SERA UN DES PRINCIPAUX EVENEMENTS DU DIALOGUE NORD/SUD EN 1984 ET SE SITUE A UN MOMENT DIFFICILE DES RELATIONS NORD/SUD EU EGARD A LA PERSISTANCE D'UN FAIBLE NIVEAU DE PROGRES ECONOMIQUE ET INDUSTRIEL DANS LA PLUPART DES PAYS EN DEVELOPPEMENT.

LES PAYS INDUSTRIALISES ONT PREPARE CETTE CONFERENCE NOTAMMENT AU SEIN DE L'OCDE ET POURSUIVENT LEUR CONCERTATION A VIENNE. LA COMMUNAUTE ET SES ETATS MEMBRES ONT PRIS UNE PART PREPONDERANTE DANS CES TRAVAUX ET ONT ACTIVEMENT COOPERE A L'ELABORATION D'UN DOCUMENT DE CARACTERE GENERAL ET A L'IDENTIFICATION DE SUGGESTIONS CONCRETES SUSCEPTIBLES DE DONNER LIEU A DES OUVERTURES SUR CERTAINS THEMES TELS QUE DEVELOPPEMENT RURAL, INDUSTRIALISATION, FORMATION.

LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ONT TENU UNE SERIE DE REUNIONS MINISTERIELLES PREPARATOIRES AU NIVEAU REGIONAL. LE PROBLEME DE L'ENDETTEMENT RISQUE D'AVOIR UNE INFLUENCE CONSIDERABLE SUR LE CARACTERE DES DEBATS. PAR CONTRE LA PLATE-FORME GENERALE DES 77 NE SERA DEFINIE QU'A LA VEILLE DE LA CONFERENCE.

L'ONUDI IV SERA PROBABLEMENT LA DERNIERE CONFERENCE DE CE TYPE ETANT DONNE QU'IL EST PROBABLE QUE L'ONUDI SOIT TRANSFORMEE PROCHAINEMENT EN UNE INSTITUTION SPECIALISEE. CETTE EVOLUTION NE MANQUERAIT PAS D'AVOIR DES REPERCUSSIONS FAVORABLES SUR L'ATMOSPHERE GENERALE DE LA CONFERENCE ET DE FACILITER LA RECHERCHE DE SOLUTIONS MUTUELLEMENT ACCEPTABLES.

4.11 E.C.E./CCD : LIENS ENTRE REGIMES DE TRANSIT DOUANIER

LA COMMISSION PROPOSE AU CONSEIL ET AUX ETATS MEMBRES D'ACCEPTER, DE PREFERENCE EN MEME TEMPS ET AVEC EFFET IMMEDIAT, LA RECOMMANDATION DU CONSEIL DE COOPERATION DOUANIERE ET LA RESOLUTION DU COMITE DES TRANSPORTS INTERIEURS DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE.

CES DEUX ACTES ONT POUR BUT DE FACILITER D'AVANTAGE LES ECHANGES INTERNATIONAUX PAR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE CIRCULATION AUX FRONTIERES DES MARCHANDISES EN TRANSIT DOUANIER. ILS PRESENTENT DONC UN INTERET IMMEDIAT POUR LA COMMUNAUTE ETANT DONNE LE DEGRE D'HARMONISATION ATTEINT A SON NIVEAU ET LA NECESSITE POUR ELLE DE RECHERCHER DE TELS LIENS POUR FACILITER LES ECHANGES INTRA EMPRUNTANT LE TERRITOIRE DE CERTAINS PAYS TIERS.



5. QUESTIONS ADMINISTRATIVES

CARRIERES DU PERSONNEL

EN MATIERE ADMINISTRATIVE, LA COMMISSION, SUR PROPOSITION DE M. BURKE, A ADOPTE UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES PRATIQUES DESTINEES A AMELIORER LA GESTION DES CARRIERES DU PERSONNEL :

- (- AMELIORER LA MOBILITE,
- (- REVISER LES PROFILS DE CARRIERE,
- (- UNIFORMISER LES PROCEDURES DE PROMOTION,
- (- ASSOULIR LES DISPOSITIONS SUR L'ENCADREMENT, ETC...

CES MESURES SONT PRISES DANS LE CADRE DES PRESENTES DISPOSITIONS STATUTAIRES.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B
VIA WUI U